



Magouilles et corruption des élites 9 – Les peuples immobilisés dans les sables mouvants européens



Maintenant, voyons comment l'Europe a été définitivement prise en otage par les lobbys financiers et industriels. Il a fallu beaucoup d'efforts, beaucoup de propagande, beaucoup d'argent pour construire ce monstre sans tête qu'est l'Europe.

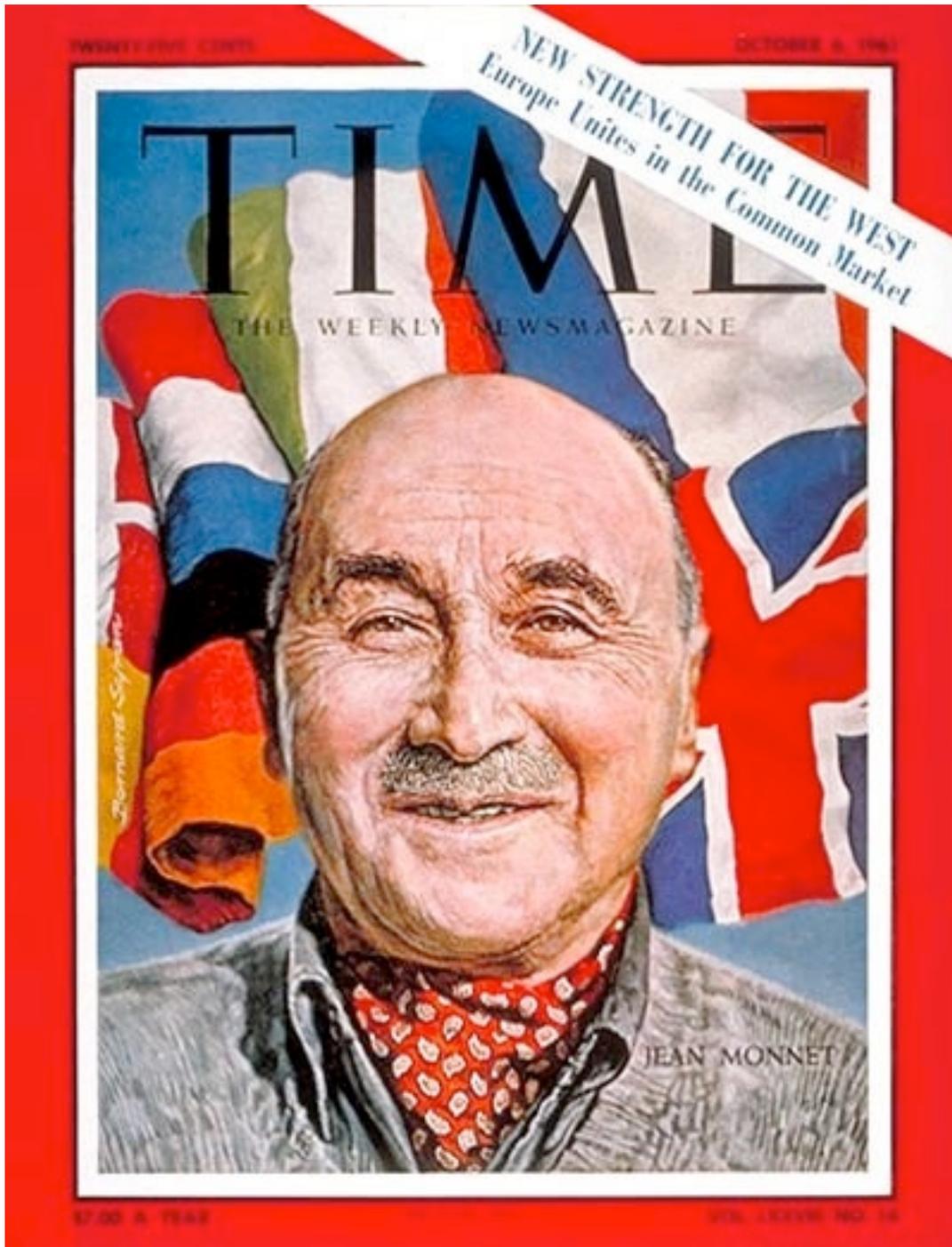
Le système européen, qui a tout d'un piège pour les populations, a été patiemment construit par plusieurs générations de politiciens qui finalement n'agissaient que comme des représentants de ces lobbys industriels et financiers principalement anglais et allemands, puis aussi américains.

On va aller assez vite sur cette partie qui mériterait de nombreux approfondissements, juste pour brosser les grandes lignes du système et faire quelques focus sur des personnes intéressantes.

On va surtout voir le début de la « construction européenne », car la fin on la connaît mieux.

1951 : La CECA : embryon de l'Europe au pouvoir supranational

La mise en place de l'Europe s'est faite dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial instauré par les accords de Bretton Woods en juillet 1944, qui ont assuré la suprématie du dollar sur toutes les autres monnaies et donc sur les échanges internationaux.



Dès 1947, Jean Monnet l'ami de Wall Street et La City, a monté avec son équipe le comité européen de coopération économique, le CECE, présidé par un anglais. Puis il a fait dire à son ami le ministre des Affaires étrangères Robert Schuman qu'il fallait créer un marché commun du charbon et de l'acier, dans un discours de 1950 connu comme la « déclaration Schuman » qui serait selon certains « le texte fondateur de la construction européenne » .



C'est Monnet qui a écrit tous les brouillons de ce texte destiné à réclamer sa construction européenne en commençant pas ce marché commun du charbon et de l'acier, même s'il a fini pas enlever les références au fédéralisme. Il a par contre tenu envers et contre tout à conserver sa Haute Autorité supranationale censée gérer le marché du charbon et de l'acier, dont la création signifiait pour lui « l'abandon de la souveraineté nationale dans un vaste domaine économique et politique » [1]. La CECA était aussi selon Monnet, qui avait déjà préparé le terrain pour créer une armée européenne, le premier jalon d'une Europe beaucoup plus vaste.

L'Europe a officiellement commencé avec la création en 1951 de la CECA, la communauté européenne du charbon et de l'acier, qui disposait d'une Haute Autorité au pouvoir décisionnel primant sur celui des Etats, et dont le seul but affiché était de mettre en place un marché commun du charbon et de l'acier en supprimant un maximum de droits de douane.



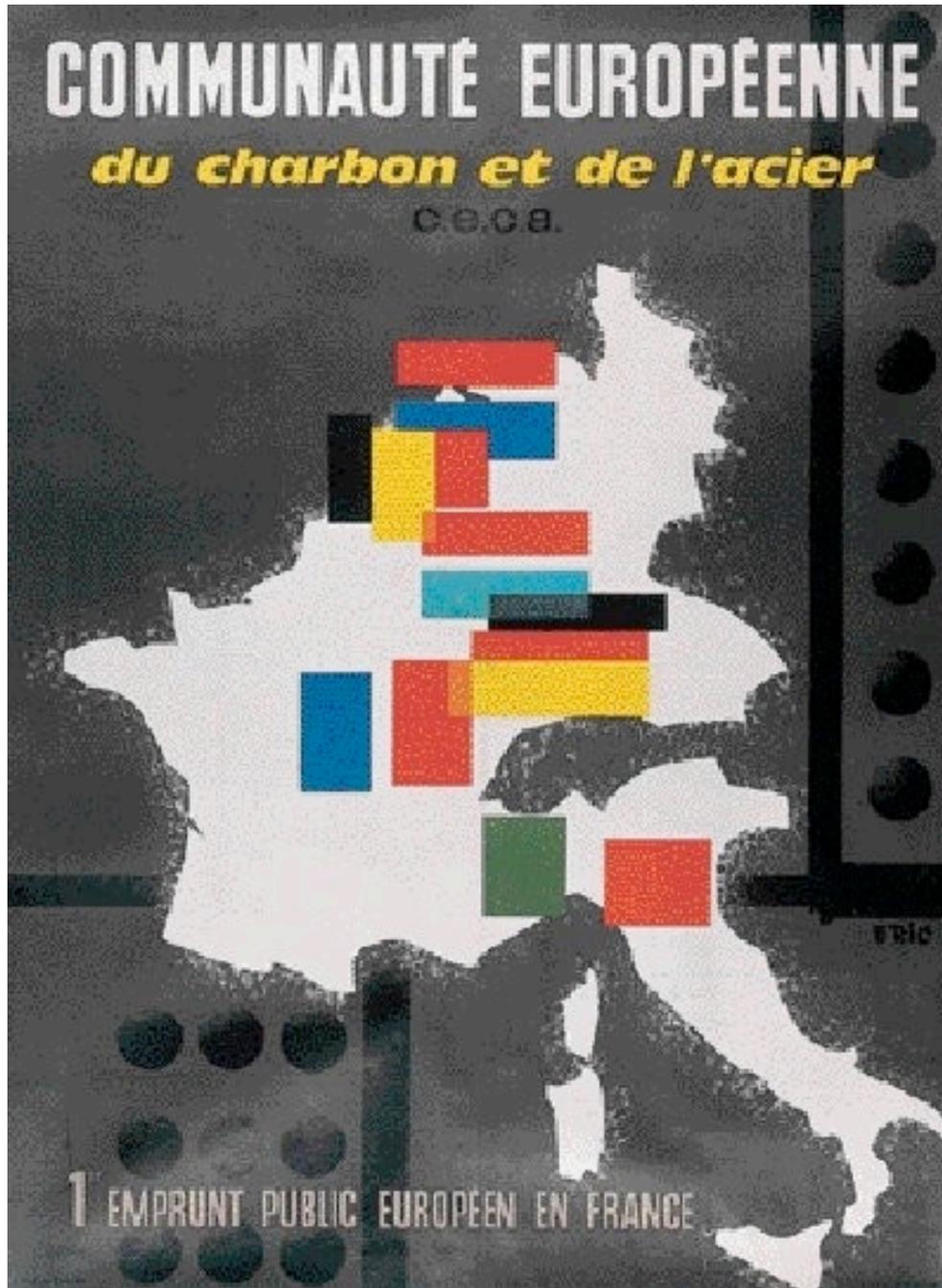
Bien-sûr, c'est au nom de la « paix » et pas du business qu'on a nous a vendu cette chose, même si Monnet a écrit dans ses mémoires qu'elle était le fruit du travail d'un « cercle de conjurés ». Détail fort dérangeant pour les français : la CECA consacrait le retour de l'Allemagne comme puissance industrielle numéro un, encore une fois grâce aux capitaux US.

Le texte a été signé par plusieurs des futurs membres du Bilderberg, dont on va parler juste après : le ministre des Affaires étrangères belge Paul van Zeeland, Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères français, Adenauer le chancelier Allemand.

Le chef de la CECA, nommé par les 6 Etats membres, était Jean Monnet. Comme on l'a vu, et pour résumer, ce marchand de Cognac [2] a été nommé premier secrétaire de la Société des Nations (devenue l'ONU après-guerre) grâce à ses amis Américains, c'était un technocrate qui était l'intime des grands dirigeants de banques de Wall Street, et il a été le maître d'œuvre du « rapprochement » franco-allemand à travers la mise en commun les productions de charbon et d'acier.



Monnet avait de la chance : le ministre des affaires étrangères à ce moment était Robert Schuman (membre de l'Opus Dei[3], qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain et a été ministre à Vichy[4]). Et Schuman a fait exactement ce que lui demandait Monnet[5]. Pour De Gaulle, Monnet était un « malade », qu'il estimait « avant tout soucieux de servir les Etats-Unis ».



Monnet n'a démissionné de la CECA qu'en 1954, quand son autre création, la Communauté Européenne de Défense, s'est fait pilonner par les gaullistes. Mais il ressortira tel un diable de sa boîte, avec le projet Euratom, pour « unir » l'Europe dans le développement du nucléaire.



Selon le site pro-européen « Toute L'Europe », « Le texte représente l'acte de naissance de l'Union Européenne et stipule que « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».

Cette union de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg et de la France, est officialisée par le Traité de Paris, signé le 18 avril 1951. La suppression des droits de douane et des restrictions à la circulation de ces matières premières prend effet le 23 juillet 1952".

La CECA s'est faite au détriment de la sidérurgie française (et des pays membres autres que l'Allemagne), et a permis de fermer de nombreuses mines en France et en Belgique au profit des productions de charbon et d'acier de la Ruhr en Allemagne. Autre objectif : instituer un « dumping social » en faisant baisser les salaires dans les pays membres, pour augmenter les profits du capital. D'ailleurs, la Haute Autorité, qui chapeautait le système et était dirigée par Monnet, avait également pour objectif de s'opposer aux hausses de salaires, directs et indirects (c'est-à-dire « le financement de la Sécurité sociale et des prestations de chômage ») qui auraient pu être décidées au niveau national [6]. Les baisses de salaires, quant à elles, ne posaient évidemment aucun problème.

Il était crucial pour les financiers et industriels US et anglais qui avaient tellement investi en Allemagne, que l'industrie allemande ne soit pas affaiblie par les réparations de guerre, ou par quelque pénalité que ce soit. La CECA a été l'instrument de cette domination de l'Allemagne sur l'Europe, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. La métallurgie allemande, fondement de l'industrie de guerre, devait donc dominer[7].

Le traité de Paris (1951)

Synthèse | 02.08.2018

Signé à Paris le 18 avril 1951, le traité de Paris instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été conclu pour 50 ans. Par ce traité, les six pays signataires mettent en oeuvre une forme de coopération internationale entièrement nouvelle.



Signature du Traité de Paris - Crédits : Commission européenne



Le premier responsable financier de la CECA fut Jean Guyot, un ponte de la banque Lazard, qui d'après le site qui lui est consacré (aujourd'hui disparu) « contribue à crédibiliser la première institution de l'histoire de l'Europe auprès des milieux financiers européens et américains en permettant à la Haute Autorité de la CECA de lancer des emprunts en son nom qui, à l'époque, ne signifiait que peu de chose, en particulier auprès des investisseurs américains. Ces opérations sont réalisées avec l'aide d'un petit nombre de financiers dont André Meyer, associé de Lazard, David Rockefeller, qui dirige la Chase Manhattan Bank, et Siegmund Warburg ». Donc la première chose qu'a faite la CECA, c'est de s'endetter auprès des banquiers et investisseurs US.

La CECA est donc le premier vrai organe supranational, qui décide à la place des peuples et des Etats européens. Cela, pour défendre des intérêts qui sont ceux d'une obscure « communauté internationale ». C'est Schuman qui l'a écrit très clairement en 1951, dans une de ces envolées lyriques mais désarmantes de vérité dont sont capables les « pères fondateurs de l'Europe » : « Désormais, les traités devront créer non seulement des obligations, mais des institutions, c'est-à-dire des organismes supranationaux dotés d'une autorité propre et indépendante. De tels organismes ne seront pas des comités de ministres, ou des comités composés de délégués des gouvernements associés. Au sein de ces organismes, ne s'affronteront pas des intérêts nationaux qu'il s'agirait d'arbitrer ou de concilier ; ces organismes sont au service d'une communauté supranationale ayant des objectifs et des intérêts distincts de ceux de chacune des nations associées. Les intérêts particuliers de ces nations se fusionnent dans l'intérêt commun, comme ceux des citoyens se confondent avec l'intérêt national ».

Si on lit cette phrase à jeun, évidemment, on ne comprend pas grand-chose. Mais il faut en retenir une idéologie, impérialiste, non démocratique, une volonté de pouvoir déconnecté des peuples au service d'une entité floue mais supérieure aux Etats, qui justifieraient la création de l'Europe.

Les subventions orientées par la CECA vers les plus grosses entreprises, vers des cartels, des conglomérats, ont favorisé la concentration de la sidérurgie et de l'acier, renforçant encore le poids des plus grosses structures et de leurs propriétaires. Le mélange de l'actionnariat français et allemand a repris de plus belle, ce qui a bien profité à l'industrie allemande.



1952 : Le Bilderberg



Ce lobby est très intéressant même si, depuis qu'il est éventé et connu de tous à part de Jean-François Kahn, son rôle est un peu moins important. Le Bilderberg n'est pas à proprement parler un organe de décision, mais plutôt un organe d'influence qui vise les milieux politiques et d'affaires internationaux. Il réunit une fois par an des politiciens, banquiers et patrons de multinationales d'Europe et des Etats-Unis, pour en quelque sorte accorder les violons et pousser les idées ultra libérales favorables au business US.

Cependant, en parallèle du Bilderberg, certains expliquent qu'il y a des réunions beaucoup plus sérieuses, entre initiés satanistes. Et il a été créé par plusieurs nazis.

Il est structuré en 3 « cercles » : un cercle extérieur avec le gros des participants aux réunions, le Steering Committee avec 15% de membres plus influents que les autres, et un petit groupe avec 5% des membres, qui est seul à connaître les objectifs précis qui sont poursuivis par cette entité.

Le Bilderberg a été mis sur les rails dès 1952 [8] et lancé officiellement en 1954 par un groupe de personnes incluant des nazis, le prince Bernhard des Pays-Bas [9] en tête. Le premier meeting a eu lieu du 29 au 31 mai à Osterbek aux Pays-Bas et a réuni 70 types de 12 pays. Il était présidé par le prince Bernhard des Pays-Bas, Paul Van Zeeland et John Coleman étaient les vice-présidents et Joseph Retinger le secrétaire général.



Bilderberg gruppen startades 1954



The Prince presides at the First Bilderberg Conference, Oosterbeek, 1954



„Hotel de Bilderberg“, Oosterbeek bij Arnhem (Holland)



Um pequeno grupo de magnatas reuniu-se nos dias 29 e 30 de maio de 1954 no Hotel de Bilderberg, na vila de Oosterbeek, perto de Arnhem, capital da província da Guéldria, na Holanda. Esse foi o início do grupo que iria ser conhecido, mais tarde, pelo nome de Bilderberg.

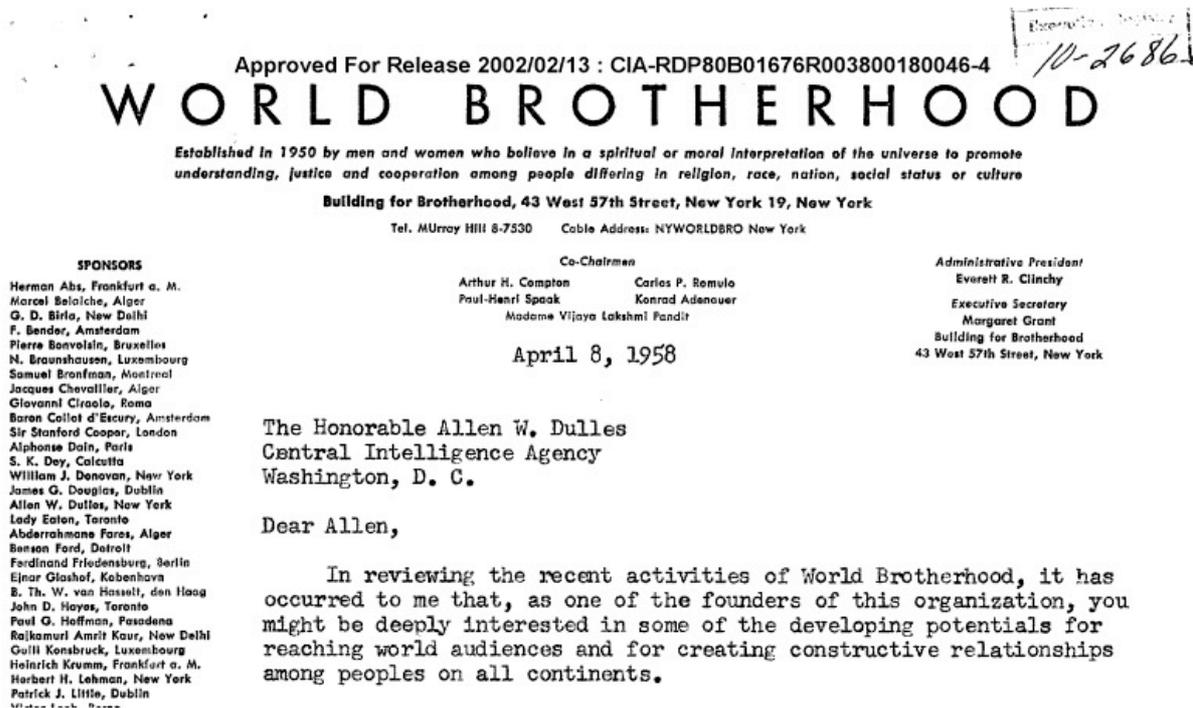
Parmi les invités, on trouvait Georges Ball [10], Alcide De Gasperi le leader des chrétiens démocrates italiens, Guy Mollet, alors parlementaire, le sénateur belge très à droite Etienne de la Vallée Poussin, David Rockefeller propriétaire de la Chase National Bank, le belge Pierre Bonvoisin, le député anglais Sir Robert Boothby, Antoine Pinay, le député Maurice Faure, le patrons de Heinz, le président du syndicat du pétrole français, les patrons de la Lloyds Bank, de Gillette, de FIAT, de Philips, de Esso, de JP Morgan... Et ils ont parlé de l'URSS, bien-sûr, d'économie, et de la fameuse « intégration européenne », des sujets récurrents.

Le Bilderberg a été financé en partie par la fondation Ford, qui servait de courroie de transmission pour la CIA afin de financer discrètement la propagande et les actions d'influence en Europe.

Joseph Retinger a été l'un des initiateurs officiels du Bilderberg. Cet exilé Polonais passé par la London School of Economics avait déjà créé l'ACUE (le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe) grâce à de l'argent américain, et était le secrétaire général du Mouvement Européen. Il était aussi membre du Council on Foreign Relations, le cercle d'élite US pour la politique étrangère.



Selon le livre « L'Utopie Rose-Croix » p 362, « Retinger, en relation avec la CIA, devait de toute évidence être également informé de l'activité des réseaux Gladio en Europe, car il se rendit plusieurs fois en Italie afin d'y renforcer la collaboration avec les Etats-Unis ». On reviendra sur les réseaux Gladio dans le prochain chapitre.



Le duo des belges De la Vallée Poussin et de Bonvoisin avait créé la section belge de la « Fraternité mondiale », un mouvement transnational judéo-chrétien mais surtout résolument sioniste et anticommuniste créé en 1950 à Paris par « par des hommes et des femmes qui croient à l'interprétation spirituelle de l'univers dont ils s'inspirent pour promouvoir la justice, l'amitié, la compréhension et la collaboration entre gens de toutes races, nations et religions ».

On trouvait dans la section parisienne Paul Reynaud (président du conseil), le syndicaliste Léon Jouhaux, le ministre « socialiste » André Philip, l'incontournable atlantiste Raymond Aron sur lequel on va revenir, le collabo-résistant Pierre de Bénouville (dont on a déjà parlé pour son rôle dans la disparition de Jean Moulin), quelques banquiers (Lazard, Worms, Deutsche Bank, Lehman Brothers, Société Générale de Belgique, Crédito Italiano...) et industriels qui finançaient l'organisation, et des américains.

Ladite « Fraternité » était soutenue par William Donovan, Allen Dulles, la fondation Ford et toute la clique de la CIA. Donovan était par ailleurs membre de l'Ordre de Malte et de la fraternité Phi Kappa Psi et Dulles était aussi à l'Ordre de Malte, une sorte de groupe se voulant dans la lignée des templiers, lui-même très lié aux US. On y trouvait notamment l'ancien vichyste et patron de la banque Worms François Lehideux qui était un sponsor au début.



Benoît de Bonvoisin avec Antoine Pinay (à Washington en compagnie de MM. David Rockefeller et Maurice Brébart): en cause, le retour au bon sens...



Autre personnalité qui a été à l'origine de la création du Bilderberg : le Belge Paul Van Zeeland, co-créateur de l'OTAN[11] ou encore Antoine Pinay, alors président du Conseil (1er ministre). « Lié aux services de renseignements américains, secrètement financé par la fondation Ford, le groupe Bilderberg s'apprête à entrer dans l'histoire de la politique internationale », écrivent Servenay et Colombat dans leur « Histoire secrète du patronat ».

Autour d'Antoine Pinay gravitaient tout un tas de types proches ou carrément membres de l'Opus Dei, lui-même proche de l'Ordre de Malte et plus tard à la sulfureuse loge P2 en Italie. L'un des seuls à ne pas en être était Monnet. Ce groupe créé en 1953, parfois appelé « cercle Pinay », était organisé par un avocat aux idées très à droite assez sulfureux, Jean Violet, dont on va reparler. Jean Violet avait été membre du CSAR, le comité secret d'action révolutionnaire également appelé « la Cagoule », un groupe fasciste des années 30 dont Mitterrand était proche ou membre selon les sources.

A la Libération Violet a été arrêté pour collaboration, mais a été vite relâché avant de travailler pour le SDECE, les renseignements[12]. Il était aussi proche du premier ministre italien membre de la loge P2 Giulio Andreotti[13] et a trempé dans des magouilles politico financières comme la retentissante affaire des « avions renifleurs ». C'est en 1955 qu'il a rencontré Pinay et des personnalités de l'Opus Dei[14].



Pinay était un industriel politicien très à droite, qui avait voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, était un fervent partisan du régime de Vichy et d'ailleurs été décoré de la francisque (comme Mitterrand). Il a malgré tout réussi à revenir tranquillement dans la politique, dès 1946. Il a même été président du Conseil en 1952 pendant 9 mois. Ce fanatique de la « libre concurrence » et de la « confiance » des marchés a mené le célèbre « emprunt Pinay » qui a permis d'enrichir les riches et a empiré la faillite de l'Etat. Ce qui ne l'a pas empêché d'être ministre des Finances sous De Gaulle en 58 et d'y mener la « libéralisation » de l'économie nationale.



Il faut dire qu'il avait un excellent réseau : Pinay était aussi un haut membre de l'Opus Dei en France, tout comme Schuman et Jean Violet. Lors des réunions du cercle Pinay, il y avait aussi des Américains comme David Rockefeller ou le directeur de la CIA William Colby. Parmi les membres, il y avait Franz-Josef Strauss, chef du parti socialiste chrétien en Bavière et ex ministre de la Défense, le Dr Alois Mertes aussi ex ministre de la Défense d'Allemagne de l'Ouest (les eux liés à l'Opus Dei), ou encore le prince saoudien Turki ben Faysal, également ministre de la Défense, l'industriel Italien membre de la loge P2 Carlo Pesenti, le chancelier allemand Adenauer...

L'objectif stratégique de ce groupe très à droite était de contrer le communisme. Le cercle Pinay, qui selon les renseignements belges était lié à la fois à la CIA, aux renseignements français –le SDECE- et à la loge P2, visait à réunir des officiels US et Européens, pour discuter les affaires du monde et de l'Europe, et devait se réunir deux fois par an. Les invités étaient choisis en fonction des sujets, et les débats devaient rester hors du champ de l'opinion publique. En gros, il fonctionnait comme le Bilderberg.

Les réunions du Bilderberg ont toujours lieu à huis-clos, et personne même les journalistes présents n'a le droit de répéter ce qu'il s'y est dit. La première a lieu en 1954 aux Pays-Bas, et les points abordés portaient sur le communisme et l'URSS, les « peuples dépendants », les politiques économiques, et « l'intégration européenne et la Communauté Européenne de Défense » qui avait pris du plomb dans l'aile notamment parce que De Gaulle n'était pas chaud pour une armée européenne moins de 10 ans après la fin de la Deuxième Guerre [15].

Le rapport de la réunion de 1955 évoque de nombreux sujets, principalement européens, anti-communistes et ultralibéraux. On y évoque par exemple le « renforcement du pacte de l'Atlantique nord », on affirme que « l'effort militaire doit être poursuivi et maintenu autant qu'il sera nécessaire pour prévenir toute tentation de retour à la violence », on invoque une « réunification de l'Allemagne », on parle d' « unité européenne », d'une « communauté Atlantique » qu'il faut elle aussi renforcer. Surtout, on parle d' « intégration européenne » et de « marché commun », qualifiés d' « urgence ».

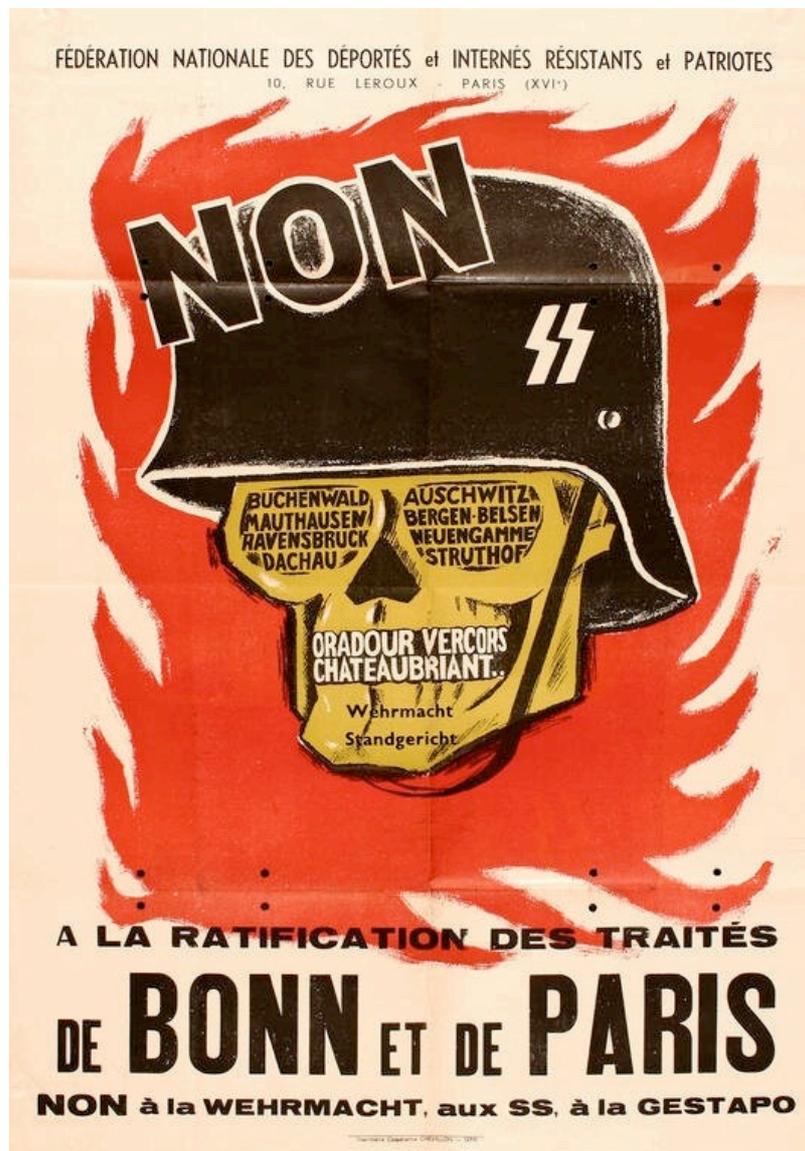
L'un des piliers belges du Bilderberg était jusqu'à il y a peu Etienne Davignon, patron de la Société Générale et administrateur de plein de sociétés. Celui qui a longtemps été président du Bilderberg a déclaré dans la presse anglaise que l'euro a été imposé en Europe grâce au Bilderberg. Davignon[16] a aussi été cité à plusieurs reprises par des témoins X dans l'affaire Dutroux, comme un membre du réseau pédophile.

Côté français, l'un des moteurs principaux du Bilderberg était Antoine Pinay, fervent européen et qui a donc milité en faveur de la création de la Communauté Européenne de Défense. Il y avait aussi René Pleven [17], qui dans les années 30 avait travaillé pour l'Automatic Telephone ans Electric Corporation, qui était sous contrôle de la banque Lazard frères. Depuis, presque tous les premiers ministres, ministres de l'Economie et futurs présidents y sont passés. Jusqu'à cette année où le meeting a été pour la première fois reporté.



Au sujet du Bilderberg, présidé désormais par le PDG d'Axa Henri de Castries, disons qu'il a encore assez d'influence pour peser sur la sélection des hommes politiques. Le micron y est allé en 2014, « sur recommandation des Kravis », selon Thierry Meyssan, un couple de milliardaires US qu'il a rencontrés à la fin de ses études lors d'un voyage aux « States ». Edouard Philippe, qui fait office de 1er ministre, y est aussi allé peu avant sa consécration politique.

1953 : La Communauté Européenne de Défense : priorité au réarmement de l'Allemagne



En même temps qu'il a mis en place la CECA, le grand délire de Monnet était de réarmer l'Allemagne pour créer une « communauté européenne de défense », évidemment placée sous le commandement de l'OTAN. Mais, à l'époque il était trop tôt pour lancer cette chose. Sa « communauté européenne de défense » est donc un échec et le projet est enterré en 1954 (et Monnet, vexé, démissionne de la CECA).



Cette fois, c'est par René Pleven qu'il a fait dire son discours, car Schuman n'était pas chaud du tout pour cette histoire d'armement de l'Allemagne qui était la grande priorité de Monnet et de ses amis à Washington.

Selon un article aujourd'hui remixé du site pro-Europe Toute L'Europe, « Le plan proposé par Pleven aux membres de la future CECA consiste à mettre en place une armée européenne de 100 000 hommes, coiffée d'un ministre européen de la Défense, sous commandement suprême de l'OTAN. Cinq ans seulement après la fin de la guerre, il s'agirait d'un symbole fort de réconciliation entre les Européens ».

Le **micron** cherche aujourd'hui à relancer ce projet, applaudi par le parlement européen.

Les Français étaient loin d'être inactifs dans ce processus de mise en commun des forces militaires. Pierre-Marie Gallois, un général de l'armée de l'air qui a écrit son autobiographie, raconte que le chef d'état-major général de l'armée de l'Air (à partir de 1948), Léchères, « toujours en avance sur son temps », avait déjà en 1952 pris « l'initiative de rapprocher les forces armées des pays européens membres de l'OTAN en intégrant leurs programmes et leurs réalisations en matière d'armements, à commencer par l'armement aérien ».

Et d'ajouter que « en 1952, cette initiative faisait de la France le leader des alliés européens et aussi le principal interlocuteur des Etats-Unis ». Au total, le plan d'armement signé pour la période 1952-1957, impliquant la France, le Canada, les USA, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, l'Angleterre, la Norvège et la Danemark, portait sur « 16.1969 avions, dont 15.685 de combat », selon le livre de Gallois. L'Allemagne a été incluse dès 1953 dans le processus d'unification, de « standardisation » militaire des premiers pays européens.



Pierre-Marie Gallois, qualifié par Le Point de « l'un des pères de la doctrine nucléaire française » lors de son décès en 2010, qui était un grand ami de Kissinger et a été nommé au SHAPE, le commandement de l'OTAN, en 1953, était aussi en contact régulier avec la Rand Corporation. Cette boîte a été créée dès 1948 par d'anciens officiers d'état-major de l'armée américaine, pour conseiller l'armée US. Mais, elle agissait aussi comme un lobby et un centre de recherches (informatique, intelligence artificielle, armement de tous ordres, stratégie...). Dans les années 70, Gallois devient « directeur commercial » des avions Dassault, et dans les années 90, il était très proche des paramilitaires kosovares de l'UCK, qui étaient des mafieux et qui sont toujours au pouvoir depuis la guerre.



Pour Monnet, la communauté européenne de défense devait être « un gouvernement capable de prendre les décisions suprêmes au nom des européens ». Mais pour cela il fallait que l'intégration européenne avance, vers davantage de fédéralisme ou d'unification. Pour faire passer le CED, Paul-Henri Spaak a proposé de créer au-dessus de la CED et de la CECA une « communauté politique européenne », dont l'autorité serait supérieure aux Etats. Sa proposition a été validée en septembre 1952 par les ministres des Affaires étrangères des six pays membres[18].

Mais l'opposition dans les différents pays, aussi bien des politiques que des citoyens, a bloqué ce projet. Monnet et le lobby pro Europe ont tenu compte de cet échec et ont avancé leurs pions beaucoup plus discrètement, sans afficher leur objectif final qui était une Europe fédérale, totalement intégrée et dévouée au « Marché ». Monnet « revint à sa stratégie antérieure de construire 'son' Europe par l'intermédiaire d'une intégration progressive d'autres secteurs économiques. Fin 1955, il avait choisi comme future cible l'industrie nucléaire », analyse Christopher Booker dans « La grande dissimulation ».

Selon Christopher Booker, après l'échec de la CED, Monnet demanda à son fidèle ami George Ball de mettre en place un bureau de propagande à Washington afin de militer pour la construction européenne et de faire entrer les anglais dans le système.

Même si en 2018, Merkel en appelait au Parlement européen à la création d' « une véritable armée, qui compléterait l'OTAN sans la remettre en cause », aujourd'hui il n'est plus vraiment question d' « armée européenne », mais il est clairement mis sur la table un renforcement de la « coopération » pour mettre en oeuvre une « défense commune ».

1955 : le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Ce lobby européeniste et atlantiste a été créé par Jean Monnet en 1955, après l'échec de la Communauté Européenne de Défense, parce que l'Europe n'avancé pas assez vite au goût des US. Il regroupait des gens des 6 pays de la CECA. Parmi les français il y avait l'ex fasciste et nouveau patron du Monde, Hubert Beuve-Méry. Côté financement, la banque Lazard et la fondation Ford[19] se sont montrées généreuses.

« Le premier objectif était de faire aboutir les traités du Marché Commun et d'Euratom que nous avons conçus avec des hommes comme Spaak, Beyen, Hallstein, Maurice Faure, et quelques autres qui voulaient relancer le mouvement vers l'Europe », explique le site de la fondation Jean Monnet, reprenant les mots du « père fondateur ». Il s'agissait des futurs traités de Rome, signés en 1957.

« Je vais voir Kennedy. Sa vision du monde est généreuse. Il propose un partnership entre les Etats-Unis et l'Europe unie, c'est-à-dire une association de partenaires égaux. Le Comité poursuit inlassablement ses objectifs et prend des résolutions presque toujours dans un accord unanime. L'influence politique de ses membres s'exerce dans leur pays pour faire entrer ces résolutions dans les faits. Pendant vingt ans nous luttons pour approfondir et élargir notre union européenne ». On comprend là que cette Europe a été le fruit des cogitation d'un lobby qui n'avait rien à voir avec les volontés des gouvernements nationaux, et encore moins des peuples, et que l'objectif est bien de faire une Europe servile vis-à-vis des US.

Dans « L'étrange monsieur Monnet », Bruno Riondel explique que le comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe « est une machine de guerre idéologique mise en place pour briser l'hégémonie culturelle souverainiste alors en vogue et imposer subtilement aux cercles de pouvoir l'idée qu'il n'existe pour de salut pour l'Europe, hors de l'évolution de celle-ci vers un fédéralisme salvateur ». Monnet a placé des membres du comité dans les discussions sur les traités de Rome.

Etrangement, peu de recherches ont été menées par les historiens sur ce lobby aux financements douteux, bien qu'officiellement Monnet ait refusé une donation de la fondation Ford pour ne pas sembler être un organe de la CIA, tout en acceptant de l'argent de ladite fondation pour un centre de documentation lié au comité.

Celui-ci a été dissous en 1973.



1957 : Les traités de Rome



Après le charbon et l'acier, Monnet a cherché à faire passer l'industrie nucléaire sous la coupe de l'Europe. C'est par le belge Paul-Henri Spaak qu'il fait avancer son plan autour des notions de marché commun de l'énergie et de communauté économique.



En 1957, deux traités sont signés à Rome :

L'un crée la CEE, la Communauté Economique Européenne, un marché commun libre et non faussé sans aucun programme politique. Le seul objectif était de « libéraliser » davantage les économies des pays européens [20], même si les Etats gardaient encore un peu de libre arbitre, notamment sur leur monnaie et la politique économique.

En même temps est lancé Euratom, l'union sur le nucléaire, afin de « créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire » pour « une croissance rapide de l'industrie nucléaire », ceci via un « marché commun nucléaire ». Parmi les premiers conseillers à Euratom, il y avait le banquier américain George Ball, un proche de Monnet resté en Europe après la guerre.

On comprend à ce stade quel fut l'engrenage dans lequel les Etats ont mis de doigt à la fin de la guerre. L'Europe ultra libérale a été bâtie patiemment mais sûrement, toujours en cohérence avec les grands principes du « Marché » et de la « concurrence libre et non faussée » c'est-à-dire en empêchant les Etats de réguler, de posséder des « monopoles » au sens très large, de subventionner, etc.

L'objectif de cette Europe était uniquement de construire un vaste marché libre pour les produits financiers et industriels. La CEE s'est accompagnée de la création en 1963 d'une « commission » qui peut émettre des textes légaux (règlements, directives, décisions) qui sont supérieurs aux constitutions des Etats membres, et sont donc tout en haut de la hiérarchie des normes[21].





Le plan était, selon Pierre Gerbet un fan absolu de l'Europe, bien établi : « Puisqu'il était impossible de réaliser l'Europe d'un seul coup, en commençant par la création d'un gouvernement européen, on pourrait essayer de dépasser progressivement les souverainetés nationales en amorçant une coopération sur des points limités pour atteindre des objectifs précis ».

Le « deuxième étage » de la CEE survient en 1962. L'un des artisans principaux derrière ce texte appelé « Programme d'action pour le deuxième étage de la Communauté économique européenne (1962-65) » était le social-libéral Robert Marjolin, poulain de Monnet financé à plusieurs reprises depuis ses études par la fondation Rockefeller[22], devenu vice-président de la CEE en charge des questions économiques et financières entre 1958 et 1966, et qui a fini sa vie grassement payé par des conseils d'administration, ou comme conseiller de Shell, de la Chase Manhattan (de Rockefeller justement), d'IBM, d'American Express ou de General Motors. Dans un article qu'il avait écrit en 1946, on lisait que « La seule question est de savoir avec quelle rapidité la France pourra s'engager dans cette politique de libération des échanges internationaux ».

Bref. Ce « deuxième étage » devait renforcer les pouvoirs de la CEE en matière économique et amener naturellement vers la création d'une union économique et monétaire. Et en 1964, le Conseil européen a créé un comité des gouverneurs de banques centrales et de coordonner progressivement les politiques budgétaires des Etats membres.

Après cela, Monnet comptait créer une institution financière européenne supranationale en vue d'une union monétaire européenne, ce qui sera bientôt fait avec la Banque centrale européenne.



1963 : Traité de l'Elysée

Il s'agit d'un traité franco-allemand, qui est revenu dans l'actualité récemment quand le micron l'a re-signé à Aix-la-Chapelle. En fait, ce traité est l'aboutissement d'un rêve européeniste : l'union franco-allemande.



ÉLYSÉE

Actualités

Agenda

Présidence

Écrire au Président

Signature d'un nouveau traité de coopération et d'intégration franco-allemand



Fait partie du dossier

Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle

De fait, ce traité est un traité de coopération politique, qui était censé aller loin [23] même s'il n'était pas « contraignant ». Seulement, les Allemands ont modifié le texte après la ratification par les députés français, si bien que De Gaulle a fait une colère et annulé le traité. Il était donc question de se consulter, en vue de prendre des positions communes, en matière économique et de politique étrangère.

Comme le résumait Le Monde en 2018, « Ce traité prévoit que les chefs d'Etat ou de gouvernement des deux pays se rencontrent au moins deux fois par an. Les ministres des affaires étrangères et de la défense au moins une fois tous les trois mois, les chefs d'état-major au moins tous les deux mois. Une coopération étendue en matière de politique extérieure est prévue, « en vue de parvenir, autant que possible, à une position analogue » sur tous les problèmes d'intérêt commun. D'autre part, le traité de l'Elysée comporte en matière de défense un volet important et le préambule constate « la solidarité qui unit les deux peuples... au point de vue de leur sécurité... »« .



En janvier 2019 le micron a réactivé ce traité, sous la forme d'un « traité de coopération et d'intégration franco-allemand », expliquait l'Élysée sur son site. Ce traité d'Aix-la-Chapelle (en Allemagne) « s'appuiera sur le socle fondateur du Traité de l'Élysée de 1963, qui a largement contribué à la réconciliation historique entre la France et l'Allemagne, pour viser un nouvel objectif de convergence accrue entre la France et l'Allemagne et préparer les deux pays aux défis auxquels ils sont confrontés au XXIe siècle» .

Cette idée d' »intégration » avec l'Allemagne ne quitte donc pas une certaine catégorie de nos soi-disant « représentants » politiques. Beaucoup ont alors crié à la trahison, ce qui est loin d'être faux.





Je passe assez vite sur les années 70 et 80, au cours desquelles la Commission européenne a étendu son pouvoir supranational et après avoir banni les droits de douane entre les pays membres, s'est attaquée aux fameuses « barrières non tarifaires » au commerce. De quoi s'agit-il ? Eh bien des normes sociales, environnementales, sanitaires, telles que le droit du travail, le droit social, les règlements destinés à protéger la santé ou l'environnement ou les subventions publiques, qui sont considérés comme des freins à l'entrée des marchandises et capitaux étrangers, et à la « libre concurrence ».

Aujourd'hui, le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale réclament ce type de mesures aux pays qu'ils asservissent.

Bref, l'Europe qui s'enfonçait dans la crise économique à la suite du choc pétrolier de 1973 s'intégrait en même temps dans la mondialisation et le « libéralisme » ultra, cela d'autant plus facilement que la commission européenne (non élue) était la seule à pouvoir initier des lois et règlements dans la quasi-totalité des domaines, dont le commerce.

L'outil pour y parvenir ? La fameuse « harmonisation » qui visait à niveler par le bas les réglementations européennes en matière de protectionnisme. C'est au nom de cette « harmonisation » qu'on a détruit le droit du travail, et « libéré » la finance.

La cour de justice des communautés européennes (CJCE), qui permettait de juger les Etats et pouvait être saisie par les citoyens ou des entreprises, permettait, à coups d'amendes, de faire rentrer dans le rang les Etats récalcitrants. La CJCE s'est immédiatement occupée d'assurer la suprématie du traité de Rome sur les constitutions, et donc l'ensemble du droit des Etats membres, ce qui fut fait en 1977. A partir de là, elle vérifiait la conformité des droits nationaux avec ledit traité de Rome.



Mais, il fallait aller encore plus loin. Certains voulaient toujours créer une Europe fédérale, avec une citoyenneté européenne pour tout le monde et bien-sûr une monnaie unique. Dès 1983, une équipe de députés fédéralistes a commencé à travailler sur le « projet de traité établissant l'Union européenne ».

En 1986 l'Acte unique européen pousse encore un peu plus l'intégration, en dérégulant pour créer un marché commun et renforcer la coopération des Etats en matière de politique étrangère, une idée de Thatcher[24].

Un texte qu'elle aurait regretté par la suite et dont elle n'aurait « pas compris » la portée à l'époque, selon un commentateur.

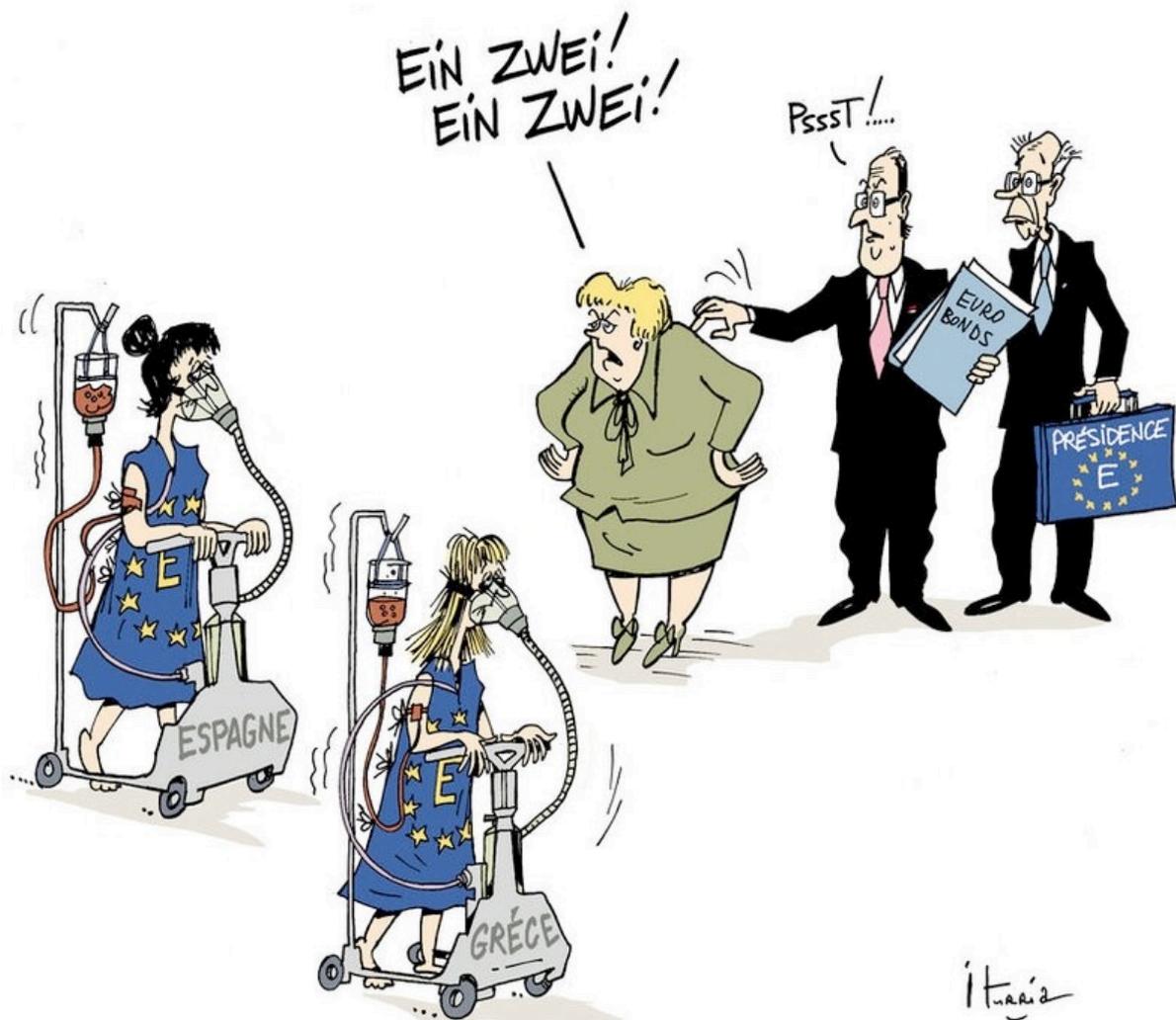
Pourtant, c'était très clair. Le texte précise qu'il faudra prendre des « mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ». Le Conseil de l'Europe qui réunit les chefs d'Etat doit avancer dans ce sens.



Le traité instituant la CEE a été modifié par l'Acte unique pour préciser: « En vue d'assurer la convergence des politiques économiques et monétaires nécessaire pour le développement ultérieur de la Communauté, les États membres coopèrent conformément aux objectifs de l'article 104. Ils tiennent compte ce faisant des expériences acquises grâce la coopération dans le cadre du système monétaire européen SME et grâce au développement de l'Écu dans le respect des compétences existantes« .

Le texte revient aussi, par exemple, sur « l'établissement du marché intérieur et la mise en oeuvre de politiques communes notamment en matière de concurrence et d'échanges » et toute une partie porte sur la coopération en matière de « politique étrangère ». Thatcher ne pouvait pas ignorer la gravité de ce texte. Mais elle était entourée de pédocriminels, et cela a peut-être pesé dans la balance.

1989 : L'Union Economique et Monétaire





Dès le début de la construction européenne, un des objectifs annoncés était la mise en place d'une monnaie unique dans un marché unique de toutes les marchandises, travailleurs compris. Pompidou, arrivé au pouvoir en 1969, a totalement adhéré à ce projet, de même que le premier ministre anglais de l'époque, Edward Heath, qui a mené les discussions à ce sujet sans jamais en parler aux électeurs anglais.

En 1970, le belge Etienne Davignon, pilier du Bilderberg, réclame une union monétaire et une politique étrangère commune. Le « comité Marjolin » en 1974 « souhaitait confier à des institutions supranationales 'l'ensemble des instruments de politique monétaire comme de la politique économique' » avec une banque centrale. En 1975 c'est le rapport Tindermans qui réclame « une unité économique et monétaire intégrée » avec un budget commun et une institution supranationale[25].

A partir de là, les tractations entre les pays ont commencé en coulisses sur les modalités précises et les conditions d'adhésion de chaque pays.

Derrière cette Union Economique et Monétaire, il y avait officiellement le besoin de développer le « marché commun », mais en réalité l'objectif était l'intégration économique, c'est-à-dire un même système monétaire pour tout le monde et la création à venir de l'euro. Avec son ami belge Paul-Henri Spaak, Monnet a décidé qu'il fallait encore une fois mentir aux peuples, et de ne présenter cette union que comme une simple coopération économique destinée à abolir la plupart des « barrières » douanières tarifaires.





Il s'agissait de rapprocher progressivement les valeurs des différentes monnaies et les systèmes de gestion monétaire ainsi que d'ouvrir davantage la circulation des capitaux, de stabiliser les prix (à commencer par le montant des salaires), et de commencer à imposer par un contrôle européen le concept de stabilité budgétaire, c'est-à-dire la limitation des dépenses publiques, donc des services publics et des dépenses sociales. L'objectif était d' « harmoniser » tout cela en vue d'une intégration dans un seul système basé sur l'euro.

On notera que c'est à partir de là que le système de santé et l'ensemble des services publics français ont été violemment attaqués par les responsables politiques.

Dans la foulée de l'UEM, et pour enfocner encore un peu plus le clou de l' « intégration », le « Pacte de stabilité et de croissance » a été signé en juin 1997. Objectif affiché : « coordonner les politiques budgétaires nationales et éviter l'apparition de déficits publics excessifs », rappelle le site Vie Publique.

Ce texte a permis à l'extrême droite de se positionner comme le 1er ou le 2e parti de nombreux pays. Les inégalités se sont creusées et la croissance est devenue quasi inexistante dans la plupart des pays, au plus grand bénéfice de l'Allemagne à qui l'euro a toujours profité. Ce pacte nous oblige à assurer un déficit des comptes publics inférieur à 3%, donc l'Etat ne peut pas investir, et la dette (qui gêne beaucoup moins les banquiers) est censée être plafonnée à 60% du PIB. Mais en France le micron nous a fait dépasser les 100% cette année.

Ledit « pacte » signait la fin de la souveraineté des Etats, et donc des citoyens, dans les domaines monétaire et budgétaire (donc la gestion de leur propre richesse).

Nous allons nous arrêter là au sujet de cette Europe qui passe son temps à créer des normes et agit en dehors des clous qu'elle a elle-même fixés quand ça l'arrange. Par exemple, d'où sort cet « Eurogroupe » qui a saigné la Grèce au nom du remboursement de sa dette ? Qui l'a nommé, qui lui a confié un mandat, selon quels critères, dans quel cadre, qui le contrôle et comment ?

Pourquoi le traité de Lisbonne de 2007 passé sans vote populaire, est-il la copie conforme de la « constitution européenne » rejetée en 2005 par les français et les hollandais, avant que les décideurs européens ne cessent les référendums qui s'annonçaient calamiteux pour leur texte ?



L'Europe est un nain politique mais un monstre en termes de mainmise de la finance. Je renvoie vers les travaux du Corporate Europe Observatory, qui étudie les conflits d'intérêts et le système de décision européen, totalement corrompu.

On doit aussi noter une « avancée » notable de l'Europe, avec la mise en place en 2012 de l'Eurogendfor, une force de gendarmerie européenne destinée à intervenir partout en Europe, principalement contre les mouvements de foule. L'avantage est que les forces de répression étant étrangères au pays dans lequel elles interviennent, elles ont moins de scrupules. Elle peut être déployée en l'espace de quelques heures, sous commandement civil ou militaire, à la demande d'un Etat ou de l'Europe [26].

Nous allons maintenant voir comment, alors que l'Europe se concrétisait, les US ont développé en Europe une « stratégie de la tension », dont l'objectif était de faire rentrer les opinions publiques et les gouvernements européens dans le giron du capitalisme ultra version Américaine, tout en mettant en place des sociétés de contrôle politique n'ayant rien à envier aux régimes fascistes.

Notes

[1] Cf. « La grande dissimulation » de Christopher Booker.

[2] Monnet est un personnage trouble s'il en est. Il hérite de l'entreprise familiale de production de cognac, et s'enrichit tellement durant les années 20 avec le commerce notamment vers les Etats-Unis durant la prohibition, qu'il fonde la Bancamerica, banque d'investissement associée à Blair Corporation, dès 1929. A cette époque déjà il prônait les « Etats-Unis d'Europe ». Pendant la guerre il est chez les US, où il déclare qu'il influencé Roosevelt (Monnet était mégalomane) et l'establishment local. En 1943, Roosevelt l'envoie à Alger pour contrer De Gaulle et Monnet écrit au sujet de ce dernier que « c'est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; c'est un ennemi de la construction européenne, en conséquence il doit être détruit dans l'intérêt des Français », pourtant à la Libération, De Gaulle le nomme Commissaire Général au Plan, chargé de la répartition des prêts du plan Marshall.

[3] Schuman a même été béatifié.

[4] Schuman était alsacien, donc allemand avant 1918. En 1919 il devient député, sans interruption jusqu'en 1940. Avant la guerre, « il avait dirigé l'Action catholique mosellane des Wendel, aussi fasciste, antimaçonnique, anticommuniste et antisémite que les ligues, financées par la même dynastie » (les Wendel), écrit Annie Lacroix-Riz p 129 dans son livre « Aux origines du carcan européen ». Puis Schumann a été nommé ministre sous Vichy, soi-disant à son insu ! En 1942, le vent tourne et il décide de se planquer dans des abbayes.



A la Libération, il doit détruire ses papiers d'identité car ils étaient compromettants, et a été poursuivi pour « indignité nationale » mais il échappe à la condamnation grâce à ses appuis dans l'Eglise. Il siège même ensuite au comité de libération de la Moselle : son indignité nationale « n'empêche pas ses amis mosellans de le faire siéger au comité départemental de libération où il s'efforce de freiner l'épuration. Le clergé et le Vatican interviennent en sa faveur auprès du Général de Gaulle auquel lui-même écrit le 4 juillet 1945 pour solliciter une révision de son cas », écrit Raoul-Marc Jennar. Dès 1946, Schuman est nommé ministre des Finances, puis ministre des Affaires étrangères de 1948 à décembre 1952. Selon Annie Lacroix-Riz, qui a pris connaissance de très nombreuses archives, Schuman « symbole du passage de la Blitzkrieg à la Pax Americana ou de la compatibilité entre ces deux amours, fut choisi et maintenu à ce poste par Washington » (cf. « Aux origines du carcan européens (1900-1960) », p. 129).

[5] Ce qu'on a appelé la « déclaration Schuman » en mai 1950, a initié le processus de création de la CECA, mais il a en réalité été écrit par Monnet.

[6] Selon le rapport d'un comité mis en place dans le cadre du plan Schumann en 1950, relaté par Annie Lacroix-Riz dans « Aux origines du carcan européen », p. 170.

[7] Ces choix d'après-guerre sont éclairants sur les bombardements très sélectifs menés en Allemagne par les anglais et les US, qui évitaient systématiquement de toucher les usines de production de guerre.

[8] La première réunion a eu lieu à Paris en septembre 1952 chez un proche des milieux européens et industriels, le banquier François de Nervo, en présence de gens tels que Guy Mollet alors n°1 de la SFIO (l'ex parti-socialiste), le prince Bernhard des Pays-Bas, Joseph Retinger, le président d'Unilever (le hollandais Paul Rykens qui a été le premier trésorier du groupe)...

[9] Nazi avant et pendant la guerre (membre du parti nazi allemand jusqu'en 1934 puis membre d'une association étudiante nazie, la Deutsche Studentenschaft, puis officier SS), le « prince » a aussi travaillé pour IG Farben –comme l'explique Glen Yeadon dans « The Nazi hydra in America »- avant de se marier avec la reine des Pays-Bas, a été l'une des figures de proue de la construction européenne, jusqu'à l'affaire Lockheed Martin, une histoire de pots-de-vin impliquant aussi la CIA.

[10] Ball était avocat d'affaires à Wall Street, et très proche de Jean Monnet. Il a servi au ministère des affaires étrangères US dans les années 60.

[11] Paul van Zeeland est un atlantiste convaincu, créateur en 1948, avec Retinger, d'une obscure Ligue indépendante de coopération européenne (LICE), un lobby destiné à diffuser de la propagande en faveur d'une union douanière. Comme d'habitude ce lobby regroupait



des banquiers et des industriels. D'après ses statuts, il avait deux objectifs : « a) favoriser le rapprochement culturel et économique des Etats qui composent l'Europe; b) développer entre les Etats qui composent l'Europe, l'esprit de coopération et de collaboration aux points de vue culturel et économique ».

[12] Violet a même reçu la Légion d'honneur des mains de de Gaulle, et a déclaré avoir mené des « opérations politiques sous couverture » pour le SDECE jusqu'à sa retraite en tant qu'agent actif en 1970. Delon un ancien patron du SDECE, Alexandre de Marenches, Violet a été viré parce qu'il était un « agent triple » qui travaillait aussi pour le Vatican et pour les services ouest-allemands, le BND. Selon certaines sources c'est parce qu'il en savait trop sur les frasques sexuelles de Mme Pompidou qu'il a été remercié.

[13] Andreotti a été ministre de l'Intérieur plusieurs fois entre 1954 et 1978, ministre de la Défense de 1959 à 1966, premier ministre en 73-74, de 76 à 79 et de 1989 à 1992.

[14] Dans « Their Kingdom Come: Inside the Secret World of Opus Dei », Robert Hutchison cite Alfredo Sanchez Bella, Otto von Habsburg, le père Yves-Marc Dubois, chargé des relations internationales de l'Opus Dei qui était aussi, beaucoup plus discrètement, membre dirigeant des renseignements du Vatican, ou encore le père Henri Marmier, dirigeant de l'agence de presse catholique basée à Fribourg, qui servait aussi de vitrine pour une cellule de renseignements vers les pays de l'Est.

[15] Etaient présents par exemple à cette réunion de 1954 Guy Mollet, Antoine Pinay, Alcide de Gasperi, David Rockefeller, le Belge Pierre Bonvoisin, les patrons de Heinz, Esso, du Syndicat du Pétrole, de JP Morgan, de la Fédération des Entreprises Anglaises, de FIAT, d'Unilever, de Pirelli...

[16] il est passé aux conseils d'administration de Pechiney, du cabinet Kissinger Associates, de Fiat, Suez, BASF, Solvay (entre autres)... Il a été vice-président de la commission européenne de 1981 à 1985, ministre des Affaires Etrangères de Belgique et premier président de l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) à la fin des années 70. Il a aussi fondé et été président de l'European Round Table of Industrialists (ERT) et de Friends of Europe, et est membre du directoire du Centre for European Policy Studies (CEPS). C'est un fanatique de l'union économique et monétaire européenne, et plus récemment, de la flexibilité à mort. Il est aussi membre de la Trilatérale, de l'Atlantic Institute of International Affairs et de la Fondation Ditchley.

[17] Dès l'université, Pleven militait dans le « Groupement universitaire pour la Société des Nations ». Marié à une fille d'avocat et député de centre-gauche, il a commencé dans le monde des affaires en rejoignant le Syndicat national des fabricants français de conserves de sardines et autres poissons dont il gérait la revue. Puis il a rencontré Monnet en 1925,



alors secrétaire général adjoint à la SDN, qui l'embarque chez Blair & Co. Puis il a rejoint à Londres l'Automatic Telephone Company en tant que directeur en 1934, et est devenu directeur général pour l'Europe en 1939.

[18] Dans « La grande dissimulation », Christopher Booker précise les contours de ce nouveau machin européen fait dans le dos des citoyens : « La nouvelle autorité politique devait être fusionnée pour former une entité légale unique avec la Communauté de défense et la CECA. Elle devait être gouvernée par un Conseil exécutif européen, un précurseur de la future Commission européenne, où siègeraient 12 membres, à raison de deux par Etat membre. Ils seraient nommés par son président qui devait être élu par les 91 membres du 'Sénat européen', la chambre haute du nouveau 'Parlement européen', élue par les parlements nationaux. Une chambre basse, la 'chambre du peuple' serait quant à elle élue au suffrage universel» .

[19] Monnet était un grand ami de Shepherd Stone, le directeur de la fondation Ford dans les années 50.

[20] L'article 2 définit la mission de la CEE qui est, « par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté (...) ». C'est-à-dire selon l'article 3 la fin des droits de douane et quotas, une politique commerciale commune, l'«abolition (...) des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux », des politiques agricole et des transports communes, l'«établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun», la coordination des politiques économiques, la création d'une « Banque européenne d'investissement ». La CEE est dotée d'une Assemblée formée de délégués nommés par les Parlements nationaux, d'un Conseil formé de ministres des Etats membres, d'une Commission « dotée d'un pouvoir de décision propre », et d'une Cour de Justice.

[21] Même si en France notamment, certains juristes qui ne connaissent pas le droit européens pensent encore que la constitution est supérieure aux textes émis par la commission européenne.

[22] Marjolin avait 21 ans, en 1932, quand il a obtenu ses premiers dollars de la part de la fondation Rockefeller, pour faire un voyage d'un an aux Etats-Unis. Il est parti pour étudier l'anthropologie, et en est revenu pour écrire des bouquins sur l'« économie ». En 34 il a rejoint l'ISRES qui, comme on l'a vu, a bénéficié des fonds de Rockefeller.

[23] Par exemple en matière d'affaire étrangères, le traité dit que « Les deux Gouvernements se consulteront, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère, et en premier lieu sur les questions d'intérêt commun, en vue de parvenir, autant



que possible, à une position analogue. Cette consultation portera entre autres sur les sujets suivants : Problèmes relatifs aux communautés européennes et à la coopération politique européenne ; Relations Est-Ouest, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique ; Affaires traitées au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des diverses organisations internationales auxquelles les deux gouvernements sont intéressés, notamment le Conseil de l'Europe, l'Union de l'Europe Occidentale, l'Organisation de coopération et de développement économique, les Nations Unies et leurs institutions spécialisées ».

[24] Cf. « La grande dissimulation » de Christopher Booker.

[25] Cf. « La grande dissimulation » de Christopher Booker.

[26] Selon le texte qui la crée « Conformément au mandat de chaque opération et en opérant indépendamment ou conjointement avec d'autres troupes, l'EuroGendFor doit être en mesure d'effectuer tout l'éventail des missions de police en se substituant à elles ou en les renforçant durant toutes les phases d'une opération de gestion de crise.

2. Les FGE peuvent être subordonnées soit à des autorités civiles soit à un commandement militaire.
3. On peut recourir aux FGE:
 - a) pour des missions de sécurité et d'ordre public;
 - b) pour surveiller, conseiller, encadrer et superviser les polices locales dans leur travail quotidien, notamment dans les enquêtes criminelles;
 - c) pour surveiller l'espace public, régler la circulation, contrôler les frontières et effectuer des missions générales de renseignement;
 - d) pour effectuer des enquêtes criminelles, notamment découvrir des délits, retrouver les délinquants et les livrer aux autorités judiciaires compétentes;
 - e) pour protéger les personnes et les biens et maintenir l'ordre en cas de troubles publics »

Dondevamos

<http://dondevamos.canalblog.com/archives/2020/10/24/38607866.html>